

Monsieur le Premier Ministre

Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75700 Paris

Paris, le 27 janvier 2006

Objet : Demande d'audition concernant le projet de loi « droit d'auteur et droits voisins dans la société de l'information »

Monsieur le Premier Ministre,

La Free Software Foundation (FSF) a créé le mouvement Logiciel Libre au milieu des années 80. Elle défend l'idée selon laquelle les logiciels - devenus l'outil essentiel d'expression de la pensée - constituent une part du patrimoine de l'humanité, au même titre que les mathématiques. Pour promouvoir cet idéal philosophique, la FSF fournit une licence logicielle, la GNU GPL, qui s'appuie sur le droit d'auteur. Elle permet à un auteur de logiciel de partager ses créations avec l'humanité entière tout en les protégeant des tentatives d'appropriation, dans le respect des lois et de la Convention de Berne de 1886. La FSF France, association à but non lucratif et d'intérêt général, est le représentant officiel de la FSF sur le territoire français.

La licence GNU GPL, publiée par la FSF, est utilisée par des milliers d'auteurs dans le monde (gouvernements, entreprises, ONG ou individus). Elle offre une protection légale à plus des deux tiers des Logiciels Libres actuellement diffusés. En France, un nombre croissant d'acteurs ont choisi de s'appuyer sur des Logiciels Libres pour leurs activités (serveur web Apache, système d'exploitation GNU/Linux, suite bureautique OpenOffice.org). Le mouvement Logiciel Libre est désormais un phénomène de société à part entière en raison des centaines de milliers de français qui exercent les libertés d'utilisation, d'étude, de modification et de redistribution que leur concèdent les licences Logiciel Libre.

Le projet GNU, classé trésor du monde par l'UNESCO, est géré par la FSF depuis 1985. Il fournit des logiciels essentiels utilisés dans toutes les distributions de Logiciels Libres. La FSF détient les droits d'auteurs sur nombre d'entre eux. De plus, elle assiste des centaines d'auteurs de Logiciels Libres qui s'en remettent à elle pour trouver des solutions lors de conflits juridiques (GPL compliance lab).

La FSF s'appuie par ailleurs sur un réseau d'experts juridiques de renommée internationale. La pertinence de leurs analyses et de leurs propositions ont permis à plusieurs reprises de reconnaître aux auteurs de logiciels la capacité légale de partager leurs créations et d'en refuser l'appropriation (Eben Moglen aux Etats-Unis ; Jaeger et Metzger en Allemagne). Ces mêmes juristes travaillent actuellement à une nouvelle version de la GNU GPL qui prendra en compte les changements législatifs intervenus dans le droit d'auteur et les évolutions de la technique.

La FSF France est un interlocuteur reconnu par les pouvoirs publics et respecté par les différents acteurs du mouvement Logiciel Libre. Elle a été choisie en 2002 par la Direction Centrale de la Sécurité des Systèmes d'Information (DCSSI) comme interlocuteur privilégié sur les questions de Logiciels Libres de cryptographie, ainsi qu'en attestent les autorisations obtenues pour GnuPG et OpenSSL. Elle est membre du Forum des droits sur Internet depuis 2003 et participe activement à ses travaux. Elle est membre de l'observatoire des usages numériques mis en place par le ministre de la culture en 2005. La demande de la FSF France faite à l'UNESCO de classer les Logiciels Libres comme patrimoine de l'humanité a été soutenue par l'ensemble des acteurs du mouvement Logiciel Libre en France (APRIL, AFUL,...).

La FSF France a créé en 2002 l'initiative EUCD.INFO afin d'informer le public et les pouvoirs publics sur la directive européenne du 22 mai 2001 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans la société de l'information. Malgré quelques auditions informelles, les propositions d'EUCD.INFO n'ont pas été retenues par les commissions spécialisées du Conseil Supérieur de la Propriété Littéraire et Artistique ou le ministère de la Culture. Leur qualité ne peut cependant pas être remise en cause, la meilleure preuve en étant le vote quasi unanime de l'amendement 144 au projet de loi DADVSI le soir du 22 décembre 2005. Le texte de cet amendement avait été proposé au CSPLA en janvier 2003. Il a été défendu de façon très consensuelle et reconnu par les députés et le gouvernement comme essentiel à la sauvegarde des Logiciels Libres.

L'initiative EUCD.INFO est également à l'origine de la pétition, lancée le 2 décembre 2005, demandant le retrait du projet de loi en l'état et qui, à ce jour, a reçu près de 150 000 signatures individuelles et plus de 900 signatures d'organisations (dont plus de 200 entreprises).

Saluant votre volonté de recherche de l'intérêt général et du consensus le plus large possible, qui passe par l'audition de toutes les parties concernées par le projet de loi, nous sollicitons, Monsieur le Premier Ministre, un rendez-vous avec vous et votre cabinet, en compagnie d'autres associations du logiciel libre.

A l'occasion de cette rencontre avec vous, nous souhaiterions aborder notamment les aspects sociaux, économique et stratégiques du projet de loi DADVSI. Et plus particulièrement l'impact du projet de loi sur le développement de l'industrie logicielle européenne et de l'interopérabilité.

Convaincus de l'intérêt que vous porterez à notre demande et de votre réponse positive à notre demande de rendez-vous, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre très haute considération.

Pour la FSF France, Frédéric Couchet, Président.

